

CONJONCTURE DU QUATRIEME TRIMESTRE DE 2018

La situation économique, sociale et financière demeure, au terme de décembre 2018, difficile, marquée par l'accélération de l'inflation sous l'effet notamment du glissement continu du dinar, le maintien du chômage à un niveau élevé particulièrement au niveau des jeunes entraînant une situation sociale tendue, l'aggravation du déficit extérieur malgré la relance prometteuse du tourisme et la forte augmentation des exportations d'huile d'olives consécutive à l'excellente campagne agricole alors que le niveau d'investissement, malgré les mesures de relance de l'initiative privée, demeure encore faible, nettement sous la barre de 19 pourcent du PIB

Trois éclaircies atténuent, cependant, cette perception. Elles concernent la consolidation relative de la tendance haussière de la croissance du PIB localisée au niveau des activités marchandes, l'amorce de la maîtrise des finances publiques et l'amélioration du classement mondial de la Tunisie au niveau du climat des affaires.

I. Production et investissement

Consolidation de la relance de la croissance du Produit Intérieur Brut

Les données relatives aux trois premiers trimestres consolident la reprise relevée en 2017. Le glissement du PIB au cours des neuf premiers mois de 2018 a atteint 2.6 pourcent contre 1.9 pourcent au cours de la période correspondante de 2017 :

Glissement	1 ^{er} trimestre	2 ^e trimestre	3 ^e trimestre	9 premiers mois
Année 2016	+0.7%	+1.2%	+1.2%	+1.1%
Année 2017	+1.9%	+1.7%	+2.1%	+1.9%
Année 2018	+2.5%	+2.8%	+2.6%	+2.6%

La relance s'appuie essentiellement sur les activités marchandes et plus précisément sur :

- ▮ L'agriculture qui a enregistré une forte augmentation de sa valeur ajoutée, de l'ordre de 9.7 pourcent pour les neuf premiers mois sous l'effet notamment de l'excellente campagne d'huile d'olives (+ 180 pourcent).
- ▮ Les services marchands qui progressent de 3.4 pourcent pour les trois premiers trimestres de l'année 2018 sous l'effet principalement de la forte reprise de l'activité hôtellerie et restauration (+ 10 pourcent) et du maintien du dynamisme des secteurs du transport (3.9 pourcent) et des services financiers (+5.8 pourcent). La valeur

ajoutée de la poste et des télécommunications progresse, en revanche, modérément, de l'ordre de 2,2 pourcent contre une moyenne de 3.7 pourcent pour la période correspondante de 2016 et 2017.

En ce qui concerne le quatrième trimestre de 2018, certains indicateurs disponibles sont positifs. Ils concernent l'arrière-saison touristique qui s'est bien déroulée avec une augmentation des recettes en devises pour le quatrième trimestre de 36,5 pourcent en dinars, ce qui correspond à 20 pourcent en euros par rapport à la période correspondante de 2017. Ils concernent aussi les importations d'intrants par le secteur productif qui continuent à progresser à un rythme soutenu, de l'ordre de 10 pourcent en euros pour les trois derniers mois de 2018.

En revanche, d'autres indicateurs seraient moins favorables. Ils se rapportent aux exportations de biens dont la progression en dinar constant enregistre au cours du quatrième trimestre un net ralentissement (+ 1.9 pourcent contre 4.8 au cours des neuf premiers mois) reflétant les limites de l'offre exportable.

De la sorte, il paraît a priori difficile de dépasser un taux de croissance de 2.6 pourcent pour l'ensemble de l'année. Un tel niveau, bien qu'il consolide la tendance haussière amorcée en 2017, demeure en retrait de 0.4 point par rapport à la prévision initiale établie dans le cadre du Budget Economique et en retrait de 1.1 point par rapport à la croissance moyenne dans le monde attendue pour 2018.

Maintien de l'investissement sous la barre de 19 pourcent du PIB

La relance attendue de l'investissement, à la lumière de la mise en œuvre du nouveau code d'investissement et de la suppression de l'autorisation préalable pour de nombreuses activités, ne paraît pas se concrétiser avec la vigueur requise

Certes, il y a de nombreux indicateurs plutôt positifs qui méritent d'être relevés. Ils concernent l'amélioration du climat d'investissement avec un gain de cinq places au niveau du dernier classement mondial élaboré par le groupe de la Banque Mondiale, la relance significative de l'investissement direct étranger avec une progression des flux de plus de 15 pourcent en euros grâce à l'importante augmentation des IDE dans les services (de 77 M€ à 196 M€) et enfin une légère accélération des importations de biens d'équipement au cours du quatrième trimestre soit 4 pourcent en dinars constants (par rapport à l'euro) contre 3.5 pourcent au cours des neuf premiers mois.

D'autres indicateurs temporisent, toutefois, l'appréciation positive. Ils concernent les investissements publics au titre de l'infrastructure et des équipements collectifs avec des ordonnancements au niveau du budget de l'Etat à fin octobre 2018 en baisse de 5 pourcent en dinars constants. Ils concernent aussi les intentions d'investissement déclarés qui

enregistrent au terme des onze premiers mois de 2018 une forte chute en dinars constants de plus de 20 pourcent, comme le montre le tableau suivant :

Intentions(MDT)	11mois 2017	11 mois 2018	Evolution en DT	Evolution en €
Industrie	3 291	3 219	-2.2%	-15.0%
Services	1 571	1 231	-21.6%	-31.8%
Agriculture	1 627	1 333	-18.1%	-28.9%
Total	6 489	5 783	-10.9%	-22.5%

II. L'emploi et l'inflation

Création de 30 000 emplois sur douze mois dans les activités marchandes

La population active occupée augmente modérément de l'ordre de 1 pourcent sur douze mois permettant la création de 30 mille emplois entre le troisième trimestre de 2017 et le troisième trimestre de 2018, répartis à hauteur de 19 000 emplois au niveau des hommes et 11 000 au niveau des femmes.

Population occupée (1000)	Septembre 2017	Septembre 2018	Création sur 12 mois
Hommes	2 560	2 579	19
Femmes	912	923	11
Total	3 472	3 502	30

Trois observations méritent à ce propos d'être relevées. Elles concernent :

- ▮ Le secteur des services qui continue à être le principal pourvoyeur d'emploi. La population occupée dans ce secteur représente près de 52 pourcent du total de la population occupée contre 18.7 pourcent dans les industries manufacturières et 14 pourcent dans l'agriculture et la pêche ; sachant que sur les 1 820 mille emplois dans les services, 660 mille emplois concernent l'administration publique.
- ▮ Le secteur informel qui occupe, désormais, une place importante dans le marché de l'emploi. La population occupée dans ce secteur est évaluée dans le dernier rapport de l'OCDE sur la Tunisie à 40 pourcent, ce qui correspond au double du taux des économies en transition (20 pourcent).

- Le taux d'activité, correspondant au nombre d'actifs rapporté à l'ensemble de la population d'âge actif, qui demeure faible. Il est de l'ordre de 45 pourcent contre plus de 60 pourcent dans la plupart des pays de l'OCDE du fait de la faible insertion de la femme sur le marché du travail (23 pourcent

Maintien du taux de chômage à 15.5 pourcent de la population active

La Tunisie ne parvient pas, malgré le faible niveau d'activité de la population d'âge actif, à amorcer une tendance franchement baissière du chômage. Les créations d'emploi sur douze mois sont en retrait de près de 15 000 par rapport à la demande additionnelle au terme du troisième trimestre 2018 ; ce qui a comme conséquence une nouvelle aggravation de 0.2 point du chômage avec un taux passant de 15.3 pourcent de la population active en septembre 2017 à 15.5 pourcent en septembre 2018, taux dépassant nettement la moyenne annuelle du chômage dans la plupart des pays partenaires :

Taux de chômage ¹	2016	2017	2018 ²
Allemagne	4.2%	3.8%	3.6%
France	10.0%	9.4%	8.8%
Italie	11.8%	11.3%	10.9%
Zone Euro	10.0%	9.1%	8.4%
Maroc	9.9%	10.2%	9.5%
Russie	5.5%	5.2%	5.5%
Chine	4.0%	3.9%	4.0

Le taux de 15.5 pourcent sous-tend, à cet égard, de nombreuses disparités. Plus précisément, il est relevé en se basant sur les dernières statistiques publiées en 2018 par l'INS :

- Une importante disparité entre hommes et femmes allant du simple au double avec un taux de chômage de 12.5 pourcent pour le genre masculin et 22.8 pourcent pour le genre féminin en septembre 2018 malgré le faible niveau d'activité de la femme, probablement découragée par les faibles perspectives d'emploi sur le marché du travail, ce qui réduit d'autant le potentiel de croissance du pays.
- Une importante disparité entre les régions du littoral du Nord et du Centre, d'une part et les régions de l'Ouest et du Sud, d'autre part :

¹ Source perspectives économiques mondiales du FMI (avril 2018)

² Prévisions

2eme trimestre 2018	Nombre de milliers	Structure	Taux de chômage
District de Tunis	189.8	29.8%	16.7%
Nord-Est et Centre-Est	160.4	25.1%	9.9%
Nord-Ouest et Centre-Ouest	152.3	23.9%	17.5%
Sud	135.5	21.2%	18.1%
Total	638.0	100,0%	15.4%

- Une importante disparité entre la population active ayant un niveau d'instruction primaire et secondaire et celle ayant le niveau d'enseignement supérieur allant également du simple au double reflétant l'inadéquation structurelle entre la formation et l'emploi. Le nombre des diplômés de l'enseignement supérieur en chômage est estimé à 270 mille au troisième trimestre de 2018 ce qui correspond à 29.7 pourcent de la population active des diplômés contre un taux de chômage pour les non diplômés de 11.4 pourcent :

Chômeurs par niveau	3 ^e trimestre 2017	3 ^e trimestre 2018	Evolution
Niveau supérieur	258 600	269 700	+11.100
 Taux de chômage	29.2%	29.7%	+0.2 point
Autre niveau	370 000	373 100	+3 100
 Taux de chômage	11.5%	11.4%	*0.1 point

Ceci dit, la disparité entre homme et femme relevé plus haut est particulièrement accentuée pour les femmes diplômées de l'enseignement supérieur. Le taux de chômage féminin s'élève à 39.6 pourcent. Il est plus que le double de celui des hommes (18.4 pourcent).

Accélération de l'inflation des prix à la consommation

Les prix à la consommation enregistrent au cours du quatrième trimestre de 2018 une nouvelle accélération. Le glissement mensuel moyen est passé de 0.5 pourcent au cours du troisième trimestre 2018 à 0.7 pourcent au cours du quatrième trimestre 2018, ce qui a eu comme conséquence l'accroissement de la tendance haussière de l'inflation en termes de glissement annuel. Celle-ci passe de 4.2 pourcent en 2016 à 6.4 pourcent en 2017 et 7.5 pourcent en 2018.

L'accélération des prix est imputable particulièrement au secteur de l'habillement et des transports comme le montre le tableau suivant :

En pourcent	Pondération	Décembre 2017/16	Décembre 2018/17
Produits alimentaires	28.1	8.3	6.2
Logement	17.0	4.2	6.1
Habillement et chaussures	8.4	6.7	8.6
Transports	12.1	12.0	13.3
Autres	34.4	6.1	7.0
Total	100.0	6.4	7.5

Il est relevé que l'inflation sous-jacente - c'est-à-dire hors alimentation et boisson et hors énergie – s'est établie en 2018 à 8.0 pourcent. Les prix des produits libres, c'est-à-dire non administrés, ont augmenté de 8.3 pourcent contre 4.9 pourcent pour les produits administrés et ce au prix d'importants crédits budgétaires réévalués à 1750 millions de dinars pour la subvention des produits concernés.

III. Les échanges extérieurs

Essoufflement des exportations des produits non alimentaires

Les exportations de biens progressent, au cours du quatrième trimestre, faiblement, de l'ordre de 1 pourcent en dinars constants, portant l'accroissement de l'exportation de l'année (hors effet du taux de change) à 3.8 pourcent, obtenu essentiellement grâce aux réalisations des deux premiers trimestres comme le montre le tableau ci-après :

Exportation en MD	1 ^e trimestre	2 ^e trimestre	3 ^e trimestre	4 ^e trimestre	Année
2017	7 533	8 540	8 536	9 818	34 427
2018	10 182	10 173	9 127	11 504	40 986
Accroissement	+35.2%	+19.1%	+6.9%	+17.2%	19.1%
Glissement DT/€	21.7%	13.2%	10.6%	16.1%	14.8%
Evolution en €	+11.1%	+5.2%	-3.3%	+1.0%	+3.8%

En fait, l'analyse des exportations, selon le groupement sectoriel d'activité, révèle un important essoufflement des exportations hors alimentation. Celles-ci marquent le pas avec une progression pour l'ensemble de l'année en dinar constant inférieure à 1 pourcent, sous l'effet principalement du recul « préoccupant » des exportations du secteur des industries

mécaniques et électriques. Celles-ci baissent en dinars constants de 3.1 pourcent pour le quatrième trimestre et de 0.6 pourcent pour l'ensemble de l'année 2018.

Accroissement (€)	Alimentation	Autres produits	Dont textiles	Dont IME
9 premiers mois	+ 41.0%	0.7%	+4.6%	+0.4%
4 ^e trimestre 2018	- 2.0%	1.4%	+1.2%	-3.1%
Année 2018	+26.7%	0.9%	+3.3%	-0.6%

Une analyse approfondie des causes de l'important repli des industries mécaniques et électriques mérite d'être engagée dans les plus brefs délais de manière à concevoir des programmes de relance étant donné l'importance de ce secteur qui contribue actuellement à plus de 40 pourcent des exportations de biens. L'enseignement majeur qui se dégage à ce niveau c'est que sans une augmentation de l'offre de biens exportables, l'effet du glissement du dinar demeure limité pour doper les exportations.

Forte augmentation des importations de biens

La tendance haussière des importations de biens se maintient. L'augmentation en dinars constants est de l'ordre de 4.5 pourcent, soit un taux dépassant de plus d'un point celle de l'exportation.

L'analyse de la répartition des importations par groupement sectoriel d'activité fait ressortir les trois principales conclusions suivantes :

- ▀ L'augmentation nominale des importations entre 2017 et 2018 est importante. Elle s'élève à 10 milliards de dinars répartis à hauteur du quart environ au niveau de la facture énergétique qui prend une dimension préoccupante du fait de la chute de production des hydrocarbures et à hauteur de 55 pourcent au niveau des biens d'équipement et des matières premières et demi-produits. Alors que les importations de biens de consommation ne contribuent qu'à hauteur de 20 pourcent de l'augmentation des importations.
- ▀ Le glissement continu du dinar, de plus de 1 point par mois, ne semble pas, contrairement aux attentes, avoir freiné les importations et suscité une relance des investissements. C'est plutôt l'effet inverse qui s'est produit du fait des anticipations qui en ont résulté pour couvrir les besoins d'importations futures en augmentant les stocks. Ainsi les importations temporaires destinées à être transformées pour être réexportées ont augmenté, contrairement à la tendance qui a toujours prévalu dans le passé, à un rythme plus rapide (22.3 pourcent) que celui des exportations du régime offshore (16.1 pourcent). Il en est de même des importations de matières premières

et demi produits dans le cadre du régime on shore avec une progression (4.3 pourcent en dinars constants) dépassant la croissance du PIB.

- Près du dixième des importations de biens proviennent de la Chine, désormais le troisième fournisseur de la Tunisie avec un niveau d'importation de 5.7 milliards de dinars (après l'Italie et la France) contre des exportations négligeables vers ce pays. Face à cette situation, une évaluation des relations avec la Chine mérite d'être entreprise et une stratégie visant à mieux exploiter le flux d'importation pour promouvoir les projets de partenariat et d'attraction d'investissement direct étranger avec ce pays devra être élaborée en vue de pérenniser le courant d'importations sur des bases viables et soutenables.

Forte dégradation de la balance commerciale et de la balance courante avec l'étranger

Compte tenu de ce qui précède, le taux de couverture des importations par les exportations se réduit de 0.5 point par rapport à 2017 et de 1.5 point par rapport à 2016 portant le déficit de la balance commerciale avec l'étranger à un record absolu de 19 milliards de dinars correspondant à près de 18 pourcent du PIB contre 15.6 milliards de dinars et 16 pourcent du PIB en 2017 ?

Le déficit commercial se localise, sur le plan de la répartition par groupements de produits, à hauteur de 40 pourcent au niveau des matières premières et demi-produits, 33 pourcent au niveau du secteur énergétique et 22 pourcent au niveau des biens d'équipement. Il se localise, par ailleurs, sur le plan géographique, à hauteur de plus de la moitié au niveau de trois pays, en l'occurrence la Chine (déficit de 5.4 milliards de DT), l'Italie (déficit de 2.9 milliards de DT) et la Turquie (déficit 2.3 milliards de DT).

Cette situation est préoccupante. Il y a, certes, une amélioration significative des recettes touristiques et dans une moindre mesure des transferts des revenus des Tunisiens à l'étranger.

En millions de dinars	2017	2018	Augmentation
Recettes touristiques	2 831	4 093	1 262
Revenus des tunisiens à l'étranger	3 592	4 043	451

Mais les excédents qui en résultent tant au niveau de la balance des services que de celle des transferts de revenus ne couvrent qu'une faible partie du déficit commercial. De la sorte, il est attendu une nouvelle aggravation de l'ensemble des opérations courantes de la balance des paiements et un dépassement du taux du déficit au-delà de la barre de 10 pourcent du PIB.

D'ores et déjà, en se référant à la balance courante des paiements au cours des dix premiers mois récemment publiée par la BCT, le déficit de l'ensemble des opérations courantes avec l'extérieur augmente de plus de 1.7 milliard de dinars par rapport à la période correspondante de 2017 comme le montre le tableau suivant :

Opérations courantes avec l'extérieur	10 mois 2017	10 mois 2018	Augmentation
Solde des échanges de biens (fob)	-10 964	-13 272	- 2 308
Solde des échanges de services	+ 837	+ 1 387	+ 550
Solde des transferts de revenu	+ 1 118	+ 1 101	-17
Solde des opérations courantes	- 9 009	-10 784	-1 775

A titre d'éclairage, le Maroc a un taux de couverture des importations par les exportations de biens beaucoup plus faible que celui de la Tunisie, moins de 60 pourcent et enregistre donc un déficit commercial relativement beaucoup plus élevé. Il parvient cependant grâce à l'importance des recettes touristiques et des transferts des revenus des marocains à l'étranger à limiter son déficit au niveau de l'ensemble des opérations courantes à moins de 4 pourcent du PIB contre probablement un taux dépassant 10 pourcent du PIB pour la Tunisie en 2018.

IV. L'équilibre budgétaire et monétaire

Décélération des pressions sur l'équilibre monétaire

Les pressions sur le système monétaire enregistrent une certaine décélération au cours du quatrième trimestre de l'année sous l'effet des importantes mesures d'encadrement du crédit mises en œuvre par l'institut d'émission.

Ainsi, l'augmentation du refinancement sur douze mois a été ramenée de 50 pourcent en septembre 2018 à 40 pourcent en décembre 2018 grâce à l'adoption d'un ensemble de mesures liant l'évolution des engagements bancaires à celle de leurs dépôts.

Les billets et monnaies en circulation enregistrent, de leur côté, une certaine décélération : de l'ordre de 6 pourcent sur douze mois au 31 décembre 2018 contre 15 pourcent une année auparavant grâce notamment aux efforts déployés par les autorités monétaires en matière de decashing.

L'encours des bons du trésor assimilables augmente faiblement, de l'ordre de 4.5 pourcent reflétant la relative détente des pressions sur le budget de l'Etat comme cela sera présenté plus loin.

Les avoirs en devises retrouvent, par ailleurs, un niveau (13.8 milliards de dinars) dépassant de 1 milliard de dinars environ le niveau de décembre 2017 grâce aux efforts déployés en matière de mobilisations de capitaux extérieurs avec notamment le déblocage de la quatrième tranche des facilités du FMI et du prêt de 500 millions de dollars accordé par la Banque Mondiale ainsi qu'à l'émission d'un emprunt obligataire sur le marché financier international pour un montant de 2 milliards de dinars.

En revanche, le glissement du dinar enregistre, sous l'effet notamment de la détérioration de la balance commerciale, une accélération au cours du quatrième trimestre avec une dépréciation face à l'euro de 16 pourcent contre 10.6 pourcent au cours du troisième trimestre. Il en résulte à fin décembre 2018 une dépréciation sur douze mois du dinar de 14.8 pourcent correspondant au double du glissement des prix à la consommation au cours de la même période.

Redressement relatif de la situation des finances publiques

Les données disponibles se rapportent aux dix premiers mois de 2018. Elles révèlent, comparativement à la période correspondante de l'année précédente un excellent comportement des recettes propres permettant d'escompter, malgré la réévaluation des subventions budgétaires au niveau des carburants, un allègement significatif du déficit budgétaire comme le révèle le tableau ci-dessous :

Paramètres du budget de l'Etat	10mois 2017	10 mois 2018	LFC 2018
Recettes propres	11.9%	14.8%	17.1%
Dépenses hors principal dette	14.6%	9.1%	11.5%
Déficit budgétaire en MD	4 429	3 591	5.214

IL est relevé à cet égard :

- | Un accroissement des recettes fiscales de 15.4 pourcent contre une augmentation prévue dans le cadre de la loi des finances de 10.8 pourcent seulement pour l'ensemble de l'année grâce à la mise en œuvre des nouvelles mesures adoptées dans le cadre de la loi des finances³, conjuguée à la relance de la croissance et à la forte progression des importations.
- | Une faible progression des dépenses de gestion (2.9 pourcent) en relation avec l'effort de maîtrise des ordonnancements au titre des traitements et salaires de la fonction publique (+1.8 pourcent)

³ Dont le relèvement de la TVA d'un point, l'institution d'une taxe de solidarité correspondant à 1 pourcent des salaires et des bénéfices

De la sorte et malgré la progression soutenue du paiement des intérêts de la dette publique (+ 23 pourcent), le déficit budgétaire enregistre une baisse de 19 pourcent, plus accentuée que la baisse prévue dans le cadre de la loi des finances (- 13 pourcent).

Cette embellie ne pourra pas, cependant, se maintenir totalement pour les deux derniers mois de l'année étant donné l'impact de l'appréciation du dollar sur les engagements de l'Etat en matière de compensation des produits de base et de subvention des produits énergétiques.

La loi des finances complémentaire révisé à la hausse les dépenses de l'Etat pour un montant de 1.7 milliard de dinars à l'effet d'allouer 1750 MDT à la compensation des produits de base (contre une prévision initiale de 1570 MDT) et 2700 MDT au titre des subventions du secteur énergétique (contre une prévision de 1500 MDT) et ce malgré les multiples ajustements des prix des carburants sur le marché intérieur.

Concomitamment à cet ajustement des dépenses, une révision pour un montant égal est opérée au niveau des recettes propres de manière à maintenir le déficit budgétaire dans les limites initialement prévues, soit 4.9 pourcent du PIB.

Il n'en demeure pas moins qu'en dépit des efforts déployés une nouvelle augmentation de la dette publique est attendue pour l'année 2018. Le taux par rapport au PIB, actuellement prévu dans le cadre du projet de loi des finances complémentaire, serait de 71.7 pourcent contre 69.2 pourcent en décembre 2017

V. Conclusion

La situation économique dicte plus que jamais l'accélération du processus de réformes dans le cadre d'une démarche globale conciliant les impératifs d'ajustement à court terme aux exigences du traitement en profondeur des distorsions structurelles qui entravent l'insertion dans un nouveau cercle vertueux confortant la confiance dans l'avenir.

La démarche suivie jusqu'ici privilégiant l'augmentation des recettes fiscales et le glissement du dinar en vue de maîtriser les équilibres fondamentaux ont atteint leurs limites et sont loin de solutionner les graves déséquilibres dont souffre le pays. Certains de ses aspects paraissent même contreproductifs : le déficit extérieur s'aggrave ; l'inflation augmente ; le chômage reste élevé ; la dette publique continue à augmenter, l'investissement demeure faible.

Il est temps qu'un plan d'urgence pluriannuel soit adopté et engagé pour relancer l'investissement, maîtriser les dépenses publiques, améliorer la qualité des services publics, clarifier les stratégies sectorielles en particulier pour les produits innovants, renforcer l'efficacité des filets sociaux et adapter les accords de coopération et de partenariat aux

exigences de la nouvelle étape dans laquelle devra s'engager le pays à l'effet de donner une visibilité confortant la confiance dans l'avenir .

Forum Ibn Khaldoun le 18 janvier 2019

Mots clés : conjoncture Tunisie ; Conjoncture 4^e trimestre 2018 ; Forum Ibn Khaldoun